Kurt Salmon

Rédacteur(s) :

Etienne VENDEVILLE (Kurt Salmon)
Antoine FOSSATI (Kurt Salmon)

Destinataires :

Romain BORDIER (DREAL – NPDC)
Hélène DADOU (DHUP)
Mathieu PRZYBYLSKI (DHU – PH4)
Christophe SUCHEL (DHUP – PH2)
Yann LUDMANN (DHUP)
Antoine FERRE (USH)
Michel AMZALLAG (USH)
Dominique BRESARD (USH – Suivi du Pacte)
Michèle GADEA (CETE Méditerranée)
Emmanuelle DAUBERCIES (CETE Méditerranée)
Dominique BUISSON (DREAL – NPDC)
Emmanuel KERHERVE (DREAL – NPDC)
Raymond FRACCOLA (ARH - NPDC)
François DELHAYE (ARH - NPDC)
Mohamed ELBARTALI (ARH –NPDC)
Brigitte JALLET (USH – Centre)
Pierre DUMON (DREAL centre)
Arnaud HERVE (DREAL Pays de la Loire)
Vincent DEMOULIN (DREAL – Pays de la Loire)
Olivier LANDEL (ACUF)
Claire DELPECH (ADCF)
Michèle PFRIMMER (CDC)
Claire FIORUCCI (CDC)
Havva KELES (DGALN – QC4)
Jérémy ROBIN (USH – Pays de la Loire)
Jean AUDOUIN (DREAL – Pays de la Loire)
Mireille EVENOT (USH – Pays de la Loire)
Olivier PAJON (DREAL centre)
Dominique BELARGENT (USH)
Augustin ROSSI (ADF))

Copie :

Géraldine D'ARRIGO (DHUP)

OBJET : SI des Aides à la Pierre – Lille – Comité de pilotage national SPLS du 19/12/2013

Etaient présents :

Romain BORDIER (DREAL – NPDC)
Hélène DADOU (DHUP)
Mathieu PRZYBYLSKI (DHU – PH4)
Christophe SUCHEL (DHUP – PH2)
Yann LUDMANN (DHUP)
Antoine FERRE (USH)
Michel AMZALLAG (USH)
Dominique BRESARD (USH – Suivi du Pacte)
Michèle GADEA (CETE Méditerranée)
Emmanuelle DAUBERCIES (CETE Méditerranée)
Dominique BUISSON (DREAL – NPDC)
Emmanuel KERHERVE (DREAL – NPDC)
Raymond FRACCOLA (ARH - NPDC)
François DELHAYE (ARH - NPDC)
Mohamed ELBARTALI (ARH –NPDC)
Brigitte JALLET (USH – Centre)
Pierre DUMON (DREAL centre)
Arnaud HERVE (DREAL Pays de la Loire)
Vincent DEMOULIN (DREAL – Pays de la Loire)

Kurt Salmon

Etienne VENDEVILLE
Antoine FOSSATI

SOMMAIRE

ORDRE DU JOUR **3**

1. POINT D'AVANCEMENT SUR LA RATIONALISATION DES ENQUETES USH **4**

2. POINT D'AVANCEMENT DU DEPLOIEMENT AU SEIN DES REGIONS **5**

2.1 REGION PAYS DE LA LOIRE 5
2.2 REGION CENTRE 5
2.3 REGION NORD PAS DE CALAIS 6

3. POINT SUR LES REGIONS ADHERENTES EN 2014 ..... **7**

4. POINT SUR LES EVOLUTIONS FONCTIONNELLES **8**

5. PROCHAINES ECHEANCES **9**

5.1 LES GRANDS JALONS 9

ORDRE DU JOUR

La séance du 19 décembre 2013 à la DREAL Nord Pas de Calais avait à l'ordre du jour les points suivants :

- **Point d'avancement sur la rationalisation des enquêtes USH au niveau national et régional**
- **Point d'avancement du déploiement au sein des régions**
    - Centre
    - Pays de la Loire
    - Nord-Pas de Calais
- **Point sur les régions adhérentes en 2014**
- **Point sur les évolutions fonctionnelles**
- **Point sur les sujets à évoquer lors du prochain Comité de Pilotage**

1. POINT D'AVANCEMENT SUR LA RATIONALISATION DES ENQUETES USH

Après une courte introduction, Romain BORDIER adjoint au chef du service Energie Climat Logement et Aménagement de la DREAL Nord Pas de Calais accueille l'ensemble des participants et laisse la parole à Michel AMZALLAG (USH) pour présenter l'étude menée par le cabinet AATIKO Conseil au sujet de la rationalisation des enquêtes.

Dans un premier temps, les **enquêtes au niveau national** ont été passées en revue :

- L'**observatoire de la production locative** où une redondance importante apparait avec la notion de programmation au sens SPLS. Cette enquête pourrait être substituée par des restitutions issues de SISAL sous condition que le rendu final soit de même qualité
- L'**annuaire HLM** présente une redondance importante vis-à-vis de l'outil SPLS
- L'**enquête relative au patrimoine financé avec des fonds PEEC** : Michel AMZALLAG précise que les données présentes sont essentiellement basées sur un stock de logements réservés. Une réunion est à prévoir début 2014 par l'USH avec l'ANPEEC. La DHUP y participera. Mathieu PRZYBYLSKI précise que les données peuvent être reprises via SISAL. Pour Action Logement, une traçabilité existe déjà avec un historique des opérations remontant à 2005.
- L'**enquête sur l'Indice des Coûts de Construction** (ICC) se fait par échantillon et l'idée d'envoyer un CERFA pré rempli avec des données issues de SPLS a été évoquée.

Les enquêtes régionales ont ensuite été balayées et notamment l'enquête sur les **coûts de production** qui est fortement redondante avec l'outil GALION/SPLS puisque les données y sont recensées. Les ARHLM auront accès à ces données.

Il a également été évoqué les requêtes à passer sur GALION/SPLS afin d'interroger la base de données. Hélène DADOU souligne qu'une vigilance particulière devra être apportée aux accès pour les ARHLM afin d'organiser une bonne étanchéité entre les données financières des organismes et les données nécessaires à l'optimisation des enquêtes. Actuellement, la DHUP met à disposition des tableaux pré formatés afin d'actualiser les données nécessaires aux enquêtes des ARHLM.

En synthèse, il a été acté **qu'un travail plus fin doit être fait sur les enquêtes afin d'approfondir la question de leur allégement.** Ceci passera notamment par la réunion pilotée par l'USH avec l'ANPEEC et l'UESL à laquelle sera conviée la DHUP début 2014 mais également par une meilleure prise en main de l'outil SISAL, parfois sous utilisé.

Hélène DADOU pose la question du recensement des enquêtes régionales correspondant aux enquêtes délégataires ; il faudrait recenser les enquêtes de programmation dans le but de livrer au délégataire les informations demandées.
Hélène DADOU demande à ce qu'il soit fait une proposition aux associations d'élus pour optimiser les enquêtes des délégataires.

Dans le cadre de l'ouverture des données détaillées de l'infocentre SISAL à l'USH et ses adhérents en lien avec les objectifs du PACTE HLM, Mathieu PRZYBYLSKI évoque la formation, courant janvier, d'un staff au sein de l'USH en charge de démultiplier la formation et la prise en main de SISAL en vue de sa généralisation auprès des ARHLM; l'USH doit se rapprocher très rapidement de la fédération des SEM pour statuer sur la prise en compte des données les concernant à travers ce nouvel accès.

Des tableaux préformatés seront mis à disposition des ARHLM dans un premier temps pour actualiser les statistiques et les données issues de SPLS.

2. POINT D'AVANCEMENT DU DEPLOIEMENT AU SEIN DES REGIONS

2.1 REGION PAYS DE LA LOIRE

Présentation des résultats faite par Vincent DEMOULIN

La région Pays de Loire a mis en place une équipe projet avec un représentant de la maitrise d'ouvrage par département et un gestionnaire par département. Cette équipe a pour objectifs de remonter les demandes d'évolutions fonctionnelles recensées par les utilisateurs.

En termes de demandes d'évolutions majeures notamment lorsque l'opération est financée, Vincent DEMOULIN évoque :

- Le fait de pouvoir disposer d'une version numérisée de la décision de financement signée
- La possibilité d'apporter des informations supplémentaires (taux de paiement et notion d'opération « soldée ») ou des précisions sur certaines colonnes de tableau (cf. support)
- L'amélioration possible de la partie financière de l'opération. Les services financiers souhaiteraient un onglet spécifique sur les données financières.

Toute la programmation 2015 se fera via SPLS. Pour l'année 2014, c'est avant tout la partie pré-programmation qui a été complétée.

Vincent DEMOULIN précise la mise en place d'un référent outil SPLS (super utilisateur) au sein de chaque entité en mesure d'assurer des points de formation et de pouvoir exécuter les requêtes nécessaires aux enquêtes.

L'accompagnement de l'utilisation de SPLS se fait à l'aide du CETE de l'ouest mais le déploiement s'est fait de manière trop brutale et les utilisateurs ont parfois manqué de contexte sur la mise en place de l'outil.

2.2 REGION CENTRE

Présentation des résultats faite par Pierre DUMON

En termes de calendrier, le déploiement SPLS s'est déroulé en plusieurs cycles :

- Un premier cycle de réunions départementales a eu lieu en avril afin de présenter l'outil aux MOA et aux délégataires. Près de 150 accès ont été créés à destination des bailleurs sociaux
- Un second cycle de réunions départementales a eu lieu avec les parties prenantes et suite à un démarrage hétérogène selon les territoires de gestion, des souhaits d'évolution ont été remontées.

A fin 2013, la région Centre qualifie de « bon » le démarrage de SPLS et le département d'Indre-et-Loire (qualifié de « bon élève ») a d'ores-et-déjà saisi un volume de logements supérieur à celui présenté dernièrement au CRH au titre d'une pré-programmation régionale pour 2014. Au demeurant, dans la fiche pratique qu'elle a rédigée pour décrire sa propre utilisation de SPLS, la DREAL a indiqué un délai de saisie allant jusqu'à la mi-janvier pour la définition de la programmation régionale initiale.

Pierre DUMON précise que la DREAL a annoncé clairement que si les opérations ne sont pas saisies dans SPLS alors elles ne pourront évident pas être comptabilisées pour être financées. Cette position est soutenue par Brigitte JALLET.

Une réflexion doit être menée pour atteindre le bon niveau de gouvernance nécessaire à l'appui du projet et sensibiliser les maitrises d'ouvrage à l'importance des saisies dans SPLS, il semble nécessaire d'impliquer les CRH. A ce titre, il serait intéressant d'évoquer le sujet avec le CRH d'ici à début février.

2.3 REGION NORD PAS DE CALAIS

Présentation des résultats faite par Dominique BUISSON

Le déploiement s'est déroulé auprès de 10 délégataires (sur les 12 existants en région Nord Pas de Calais). A noter la particularité pour la Communauté Urbaine d'Arras actuellement en renégociation de la délégation avec l'Etat et qui en principe intégrera le dispositif d'ici 2014. Près de 130 saisies ont été faites dans SPLS pour 2014. A fin janvier, toute la programmation 2014 devrait être saisie suite à une relance des délégataires.

Les difficultés avec LMCU ont été levées et les services du délégataire s'organisent pour utiliser SPLS afin de l'intégrer à travers leur processus de travail.

Dominique BUISSON précise la très bonne adhésion des directeurs du club des maitres d'ouvrage et une présentation de SPLS est à planifier auprès des maitrises d'ouvrage plus importantes. A ce titre, Mathieu PRZYBYLSKI demande si le comité des maitres d'ouvrage est le bon niveau de gouvernance pour assurer cette présentation.

Mathieu PRZYBYLSKI précise que la Communauté Urbaine de Dunkerque abandonne AGAPEO au profit de GALION/SISAL.

L'outil SPLS donne une certaine visibilité sur les opérations aux délégataires alors que le Plan Local de l'Habitat donne une visibilité aux bailleurs sociaux.

Au sujet des tableaux de bord mis à disposition des ARHLM pour consulter les données SPLS dans l'attente du travail de formation avec l'USH, Mathieu PRZYBYLSKI va faire une proposition pour complément et validation aux 3 régions sur la base d'une compilation des tableaux réalisés par les DREAL des 3 régions pilotes.

3. POINT SUR LES REGIONS ADHERENTES EN 2014

Mathieu PRZYBYLSKI présente au comité de pilotage les régions ayant une intention de candidature sérieuse pour déployer le dispositif SPLS en 2014. En préambule, il précise que chaque région a déjà consulté de manière informelle l'ARHLM de leur territoire pour s'assurer de leur position de principe sur le sujet.

- La **Haute Normandie** et la **Provence Alpes Côte d'Azur** ont pu bénéficier à leur demande d'une présentation du dispositif auprès de leurs acteurs locaux (ETAT, délégataires, ARHLM, MOA) qui seraient impliqués dans le projet de déploiement. Ceux-ci ont donné un retour plutôt positif sur la démarche SPLS. Elles ont exprimé leur volonté de disposer de support de formation et d'outil dans la compréhension et le fonctionnement de SPLS. Une attente importante est clairement soulignée concernant la dématérialisation. Celle-ci représente clairement un axe de simplification du travail non négligeable dans le travail du quotidien des maitres d'ouvrages HLM. Les deux régions ont également exprimé certaines craintes à travers : l'exploitation de la masse de données recueillies au niveau national ainsi que la possibilité d'une certaine automatisation des décisions de financement.

Mathieu PRZYBYLSKI a clairement affiché lors de ces réunions la prudence de l'administration centrale quant à l'interprétation des données qui passera par une réflexion en lien avec les directions régionales.

La DHUP a également pu être destinataire des intentions de candidatures concernant les régions ci-dessous :

- **Bourgogne**
- **Limousin**
- **Lorraine**
- **Poitou Charente** : une réunion est prévue entre la DREAL et la DHUP début février. La communauté d'agglomération de Poitiers apparait comme un potentiel premier délégataire.
- **Bretagne** : une réunion est prévue le 16 janvier prochain entre les délégataires, les maitres d'ouvrage, l'ARHLM et la DHUP.
- **Ile-de-France** :
  - Dans un premier temps, si cette candidature est confirmée, le déploiement de SPLS ne se serait pas nécessairement effectué sur la totalité de la région et il n'est pas exclu de le faire par département
  - La région a compris les enjeux forts du projet SPLS.
  - Vu les objectifs de production ambitieux, la région a évoqué une éventuelle nouvelle fonctionnalité : la possibilité pour les gestionnaires de référencer par eux-mêmes des opérations pour lesquels des difficultés pour trouver un maitre d'ouvrage sont avérées et permettre de publier sur SPLS « une appel d'offre » concernant ces opérations, auxquels les maitrises d'ouvrages, du département cible mais aussi d'autres département pourraient répondre. Il s'agit d'un système « d'enchères inversées » ou de « bourse à l'appel d'offre ». Cette fonctionnalité aurait l'avantage de prendre en compte le besoin des zones tendues concernant les objectifs de production qui leur sont assignés au regard des moyens de portage des MOA sur leur territoire. A noter que cette fonctionnalité évoquée en région PACA a aussi intéressé l'ensemble des parties présentes.

Un conseil d'administration de la FNAR est prévu le 30 janvier prochain avec pour objectif de valider les intentions de candidatures des 7 régions pour le déploiement de SPLS en 2014. Hélène DADOU n'exclut pas la possibilité d'avoir 8 régions.

Brigitte JALLET présente le point de vue de ses collègues ARHlm qui souhaitent disposer d'un peu de temps pour réfléchir et prendre leur décision (les premières régions ont eu plusieurs mois pour se prononcer), et qui souhaitent bénéficier d'un accompagnement comme les 3 premières régions expérimentatrices : cela semble prévu pour 2014 mais que se passera-t-il pour les dernières régions en 2015 ?
Mathieu PRZYBYLSKI précise qu'un appel d'offre concernant l'accompagnement du dispositif de déploiement pour les nouvelles régions, est sur le point de sortir pour l'année 2014, La prestation contractée auprès de Kurt Salmon pour la région Centre et Nord pas de Calais n'est d'ailleurs pas totalement consommée à ce jour.

4. POINT SUR LES EVOLUTIONS FONCTIONNELLES

Mathieu PRZYBYLSKI précise que :

- Le périmètre des fonctionnalités évoquées lors du dernier comité de pilotage a bien été bien pris en compte et que cette nouvelle version devrait être mise à l'étude d'ici à début mars
- En parallèle, Le dispositif de suivi des eco-SPLS au sein de SPLS est en phase de développement et qu'il devrait être déployé d'ici à la fin du premier semestre 2014. Dans ce cadre, La DHUP souhaite le retour de l'USH concernant la pertinence des données collectées pour début janvier. La DDTM du Nord a déjà effectuée son retour à ce jour.

5. PROCHAINES ECHEANCES

5.1 LES GRANDS JALONS

Les DREAL seront prochainement saisies pour assurer la composition et la tenue du premier groupe de travail sur la dématérialisation.

Comité de Pilotage de Mars 2014 : La date sera connue courant février 2014 et il se déroulera à Paris. L'ordre du jour sera le suivant :

- Point sur les données et notamment sur la rationalisation des enquêtes (rencontre ANPEEC,…)
- Point sur les réunions de lancement des régions sélectionnées pour le déploiement SPLS
- Point sur les formations USH
- Retour sur la pré programmation CRH

La DHUP est en attente de confirmation de la participation de la FNAR à ce comité de pilotage.

Comité de Pilotage de Juillet 2014 : La date sera connue ultérieurement et il aura lieu dans la région la plus avancées parmi les 7 régions sélectionnées pour le déploiement 2014.

Comité de Pilotage de Décembre 2014 : La date et le lieu seront connus ultérieurement. L'ordre du jour comprendra notamment les points suivants :

- Point sur le déploiement 2014
- Suivi du pacte

L'USH confirme en séance la participation future de la FNAR au prochain COPIL National.